

Performance sociale durables et objectifs de massification : une analyse des causalités sur données de panels en zone UEMOA

Sustainable social performance and massification objectives: an analysis of causalities using panel data in the WAEMU region

Khalipha LOUM

Doctorant en Sciences de Gestion spécialité en finance à l'Ecole Doctorale-Espaces Sciences Humanité de l'Université à Université Assane Seck de Ziguinchor,
Laboratoire de Recherche en Science Economique et Sociales (LARSES)

Ndiouma NDOUR

Enseignant chercheur
Maître des Conférences Agrégé en Gestion, Enseignant chercheur Département Gestion, Université Assane Seck de Ziguinchor
Laboratoire de Recherche en Science Economique et Sociales (LARSES)

Date de soumission : 05/01/2026

Date d'acceptation : 07/02/2026

Pour citer article :

LOUM. K. & NDOUR. N. (2026) « Performance sociale durables et objectifs de massification : une analyse des causalités sur données de panels en zone UEMOA », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 2 » pp : 577- 597.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette présente recherche, a pour objectif d'analyser l'influence des politiques de massification du microcrédit sur la performance durable des IMF dans l'espace UEMOA. Pour atteindre cet objectif, une analyse sur données de panel a été réalisée. Le panel contient des données collectées auprès de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur une période allant de 2000 à 2017. Toutefois, les informations concernant le secteur de la microfinance ne sont pas disponibles pour la Guinée-Bissau. Par conséquent, ce pays a été exclu du panel. Pour les autres pays, les données collectées ont été traitées grâce à logiciel Eviews. Grâce à une analyse de causalité au sens de Granger, il est conclu qu'il y a une forte relation de causalité entre la dynamique de massification du microcrédit et les objectifs de performance durable destinés aux projets porteurs de facteurs relevant de la finance responsable, de la finance verte et de la finance climatique dans la zone UEMOA.

Mots clés : UEMOA, BCEAO, Performance durable, Massification du micro-crédit, causalité de Granger.

Abstract

This research aims to analyze the influence of microcredit massification policies on the sustainable performance of MFIs in the WAEMU area. To achieve this objective, a panel data analysis was conducted. The panel contains data collected from the Central Bank of West African States (BCEAO) over a period from 2000 to 2017. However, information regarding the microfinance sector is not available for Guinea-Bissau. Therefore, this country was excluded from the panel. For the other countries, the collected data was processed using Eviews software. Through a Granger causality analysis, it is concluded that there is a strong causal relationship between the dynamics of microcredit expansion and the sustainable performance objectives aimed at projects involving factors related to responsible finance, green finance, and climate finance in the UEMOA area.

Keywords: UEMOA, BCEAO, Sustainable performance, Microcredit scale-up, Granger causality.

INTRODUCTION

L'histoire de la microfinance dans les pays de l'UEMOA est marquée par trois périodes : une première consécutive à la crise du système bancaire classique, une deuxième marquée par l'émergence du secteur et la mise en place d'un cadre juridique régissant les Systèmes de financement décentralisé (SFD) et une troisième période caractérisée par la consolidation et la professionnalisation du secteur de la microfinance (Fall, 2012).

La crise a conduit la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), avec l'appui de partenaires financiers internationaux, à engager un programme d'assainissement et de restructuration du secteur bancaire en Afrique de l'Ouest. Un cadre juridique des Systèmes financiers décentralisés (SFD) est mis alors en place. L'objectif était de combler le déficit d'épargne, en complémentarité avec les dispositifs déjà existants, pour améliorer l'efficacité du système financier. Ce cadre va favoriser l'émergence des Mutuelles d'Épargne et de Crédit (MEC), les Caisses d'Épargne et de Crédit (CEC) et les structures sous convention.

Le secteur de la microfinance connaîtra alors une croissance du nombre d'institutions et de volumes d'opérations. Le microcrédit n'aurait pas tenu ses promesses par rapport à son rôle initial d'outil de lutte contre la pauvreté, « il aurait dû rendre assez vite inutile l'aide au développement ou celle de fondations privées » (Servet, 2015a, 2015b). Il a connu un succès exponentiel avec plus de 200 millions de personnes à travers le monde qui y ont recours. Cependant comme l'indique Servet, la « vraie révolution » était celle « d'une expansion à l'échelle planétaire du besoin d'inclusion financière, de la financiarisation, et de l'intermédiation financière, avec l'offre, par des nouveaux opérateurs, des services financiers » (autres que le microcrédit) tels que l'épargne, les transferts, la micro-assurance, les paiements par la téléphonie mobile. Une commercialisation croissante de ces services financiers a triomphé sur la mission sociale initialement adoptée par les institutions prestataires et leurs partenaires techniques et financiers. Plusieurs initiatives de soutiens aux activités macrofinancière ont vu le jour, notamment la mise en place des centrales d'informations sur les prêts, des politiques de protection des consommateurs, des mises à jour et adaptations du cadre réglementaire et de supervision. Plus récemment les attentions se sont tournées vers l'inclusion financière et les initiatives se multiplient autour de ce terme. L'AFI a été fondée en 2008 en vue de faire progresser l'inclusion financière dans les pays en développement et les pays émergents. Compte tenu de son importance pour le développement socioéconomique, la nécessité de faire progresser l'inclusion financière est unanimement partagée et a donné lieu à un ensemble de travaux pour en mesurer précisément les progrès. En 2010, les pays du G20 ont créé une

initiative sous la forme d'un partenariat dénommé « Partenariat Global pour l'Inclusion Financière (GPFI) » qui bénéficie de l'appui de l'AFI et d'autres partenaires.

L'environnement socio-économique et financière actuelle, marqué par la crise de responsabilité dans la production des biens et services est un cri d'alarme pour repenser les modèles d'affaire dans les institutions de microfinance quant à leurs politiques de distributions de crédit et du ciblage des populations. Ce qui met en exergue les objectifs de performance sociale durable pour atteindre un certain niveau d'éthique dans les services financiers.

La performance durable contribue massivement à l'inclusion financière et sociale dans la mesure il permet d'influer sur le nombre de bénéficiaire, la couverture géographique et le ciblage des ménages pauvre. Elle a tendance à contribuer sur la viabilité sociale des IMF dans la zone à travers les politiques de responsabilité et de gouvernance dans la distribution des lignes de crédits et des projets à financer qui ont facteur ESG élevé. Ainsi, la corrélation entre performance durable et la viabilité des IMF nous amène à poser la question générale suivant : *les politiques de massification du microcrédit causent-ils les objectifs de performances durables des IMF ?*

La réponse à ce questionnement nous mène à plusieurs questions spécifiques :

la massification du microcrédit influe-t-elle l'inclusion démographique urbaine ?

la massification du microcrédit affect-il le pouvoir d'achat des bénéficiaires ?

la massification du microcrédit affecte-t-elle l'inclusion sociale des IMF ?

Nous nous proposons premièrement d'étudier les différentes approches de la performance dans les IMF, en présentant le marché des IMF dans l'UEMOA, pour ensuite analyser la dimension de la massification du microcrédit. L'objectif est d'étudier l'impact de la massification du crédit sur les objectifs de performance sociale durable à travers des données de panels sur le marché de la zone UEMOA.

La littérature théorique abordée est orientée sur les concepts des stratégies de viabilité financière des IMF, et des politiques de massification du microcrédit. La méthodologie de recherche porte sur une approche hypothético-déductive portant sur les modèles autorégressifs et les fonctions d'impulsion pour analyser les effets de causalités au sens de Granger. Enfin la discussion porte sur les résultats qui ont permis de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de l'étude.

1. Revue de la littérature

1.1. Politiques stratégique, durabilité et viabilité des IMF

Le cadre conceptuel de la viabilité institutionnelle des IMF peut être axé sur les facteurs de complémentarité entre le secteur financier de la microfinance et le secteur financier des banques commerciales dans les pays en développement. La coexistence de ces deux systèmes financiers fait apparaître des relations de partenariat ou de complémentarité dans l'intermédiation financière au sein de la population pauvre (Wampfer, 2003). Ce partenariat contribue au renforcement des capacités financières, techniques et institutionnelles des IMF à travers l'augmentation de l'offre de microcrédit et l'amélioration des performances de remboursement sur le long terme.

Le partenariat financier peut, d'une part, s'expliquer par le placement des excédents d'épargne et de trésorerie des IMF auprès des banques commerciales, qui en garantissent la sécurisation et éventuellement la rémunération des fonds. D'autre part, le refinancement des IMF auprès des banques commerciales leur assure une source de liquidité permanente pour faire face aux activités de microcrédit et augmenter l'offre des fonds prêtables. Le partenariat financier dépend des contrats négociés de part et d'autre entre les partenaires. Ils peuvent porter sur les taux d'intérêt, les échéanciers de remboursement des crédits et des fonds de garantie¹ devant couvrir les risques en cas de non-remboursement. Cette disposition aura comme effets au sein des IMF une réduction des charges financières, une diminution des taux d'intérêt, ce qui pourrait entraîner une augmentation des taux de recouvrement et par la suite une performance de remboursement.

Cependant, le partenariat financier peut être renforcé par un partenariat technique fondé sur une prestation de service des banques au profit des IMF. Cette prestation de service peut porter sur la formation des cadres aux métiers de la gestion de portefeuilles et l'intermédiation financière à travers l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ce qui permet de réduire les coûts de transaction et même d'améliorer les performances en matière de remboursement des institutions sur une longue période. Enfin un partenariat juridique peut exister pour le renforcement des normes institutionnelles et de bonne gouvernance. Dans ce type de partenariat, la banque peut participer à la définition des modèles et formes d'institution à mettre en place, à la formulation du cadre contractuel, au choix de la clientèle à cibler et aussi

¹Les systèmes des fonds de garantie sont abordés dans le paragraphe suivant avec plus de détail pour la couverture des risques en cas de non remboursement. Ces fonds proviennent des bailleurs de fonds extérieurs et sont placés dans les banques sous forme de crédit au profit des IMF.

au renforcement des normes de gestion pour mieux assumer les risques de défaillance (Wampfler, 2003). Le concept de microfinance a toujours fait l'objet d'une attention particulière dans le débat économique. Il est reconnu qu'elle est destinée à travers le microcrédit à améliorer la qualité de vie de bon nombre de personnes dans le monde. Du chemin reste encore à parcourir, « l'inclusion financière par le microcrédit se trouve désormais confrontée à une autre révolution : la refondation de la monnaie et de la finance comme un « commun » (Servet, 2015a, p220).

Une ressource financière peut être constituée et fonctionner comme commun, dans la mesure où elle peut affecter positivement ou négativement l'intérêt général. En effet, un nombre croissant de débiteurs ayant des difficultés de remboursements peuvent compromettre la pérennité, par affaiblissement ou même épuisement des ressources, ce qui pourrait accélérer l'effondrement des institutions.

1.2. Les différentes approches de la performance dans les IMF

Evaluation de la performance selon la méthode MICRORATE : Microrate a débuté ses activités en 1996 en tant que pionnière dans l'évaluation des institutions de microfinance. Sa principale raison d'être était de s'attaquer aux problèmes de financement que rencontraient les IMF en Amérique Latine. En effet, certaines de ces institutions connaissaient de forts taux de croissance annuels allant jusqu'à 50%. Cette croissance représentait une menace pour les IMF dont l'offre en capitaux des donateurs traditionnels devenait insuffisante. Il était donc indispensable pour les IMF de trouver des sources de financement alternatives. Microrate a ainsi été créée afin de fournir aux bailleurs de fonds des informations objectives et à jour sur les performances des IMF. Depuis sa création l'agence a effectué près de 70 évaluations d'IMF, essentiellement en Amérique Latine, et parmi celles-ci on trouve les leaders du secteur.

La méthodologie Microrate se concentre sur trois principaux champs d'analyse à savoir les performances financières, la qualité du portefeuille et le déroulement des opérations de prêts et pour finir l'organisation du système d'information et de management. Contrairement aux autres agences d'évaluation Microrate ne poursuit pas une formule fixe telle que CAMEL ou GIRAFE, mais plutôt d'identifier les principaux facteurs de risque propres à l'IMF évaluée. Les résultats de cette analyse sont résumés dans un rapport d'évaluation qui présente les informations sous forme standardisée afin de faciliter la comparaison entre les institutions (benchmarking). Microrate inclut également son opinion sur la fiabilité de l'IMF qui est exprimée comme suit « recommend », « Watch » ou « Caution ». Pour procéder à ces évaluations l'agence envoie deux analystes à l'IMF à évaluer pendant 4 à 5 jours. Ces derniers ont des entrevues avec le conseil

d'administration, la gérance et les employés de l'institution. Leur travail est le plus souvent confidentiel ainsi que la méthodologie détaillée de l'analyse.

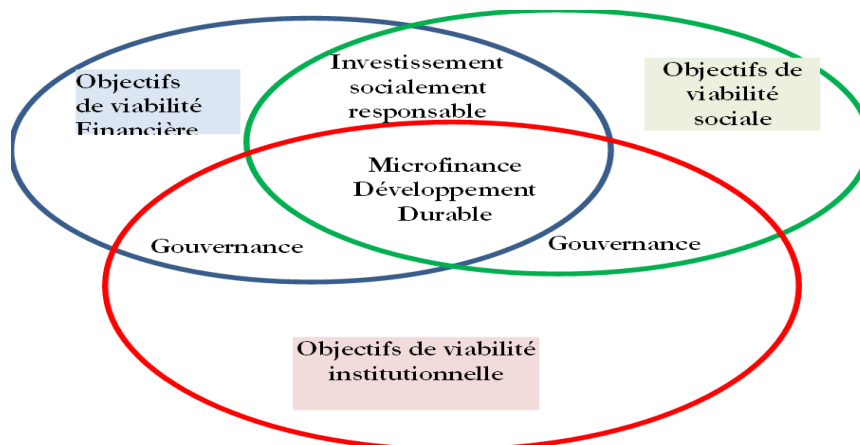
Evaluation de la performance selon la méthode M-CRIL : M-CRIL (Micro credit ratings international limited) débute ses activités en septembre 98 à Gurgaon, Inde en tant que filiale de EDA Rural System Private Limited (EDA), une compagnie réputée pour la qualité des services financiers qu'elle délivre. Depuis lors cette agence de rating a participé au développement de fonds commerciaux dans le secteur de la microfinance. Elle est à l'origine de 372 ratings effectués dans le monde entier, exclusivement en Inde et en Asie du sud, pour des coopératives, des ONG, des compagnies financières et des banques rurales. La méthodologie M-CRIL comprend une trentaine d'indicateurs qui couvrent trois principaux domaines : gouvernance et organisation, analyse managériale et études des performances financières. Son but est d'évaluer la solvabilité de l'IMF, de déceler ses forces et ses faiblesses ainsi que les contraintes auxquelles elle est confrontée. Par la suite des recommandations d'amélioration sont données. Cette démarche effectuée par l'agence est plus quantitative que qualitative.

Mesure de la performance versus viabilité financière, opérationnelle et sociale : La double identité financière et sociale des institutions de microfinance justifie l'importance de s'attarder aussi bien sur leurs performances financières que sociales. C'est ainsi que l'analyse d'impact et des performances sociales se trouvent au cœur des débats du secteur, dans une optique d'amélioration des services et de participation plus efficace à la lutte contre la pauvreté. Si les indicateurs de performances financières ont fait l'objet d'un consensus après dix ans de débats entre les acteurs, la notion de performance sociale est encore assez mal connue et son évaluation ne fait pas encore l'unanimité. Marc Jacquard, gestionnaire des programmes des Fonds d'Équipement des Nations Unis (FENU) dans un article intitulé « Measuring social performance : the Wrong Priority » trouve que dans un contexte de « ressources limitées » [...] « attirer notre attention et notre argent pour mesurer des performances sociales mal définies est une fausse priorité ». Les performances sociales d'une IMF se définissent comme la traduction effective de sa mission sociale en pratique (actions, mesures correctives, suivies des résultats). Par rapport aux performances financières, elles prennent en compte la nature des relations internes entre ses employés et des relations qu'elle entretient avec ses clients et avec les autres acteurs avec qui elle interagit. Plus globalement, on peut entendre par performances sociales les effets de l'institution sur les conditions sociales de ses clients.

Performance durable et gouvernance financière dans les IMF : Selon Mc Williams et Siegel (2000), en partant, des concepts de gouvernance et de responsabilité sociale dans le

microfinancement, on peut définir le concept de développement durable (viabilité financière et institutionnelle) comme un ensemble de politique répondant aux besoins des partenaires actuels sans compromettre celle de la génération future et, ceci en termes de respect des objectifs de gouvernance (figure 1).

Figure 1 : Objectivité de performance durable dans les IMF



Source : adaptation Ndour 2014

La dynamique des IMF dans les politiques de massification du microcrédit en vue d'atteindre des objectifs de performance durable entraînent souvent des dispositions macrofinancière, environnementale et sociale dans le but de pérenniser les activités. Ainsi, dans la massification du microcrédit, l'accent est mis sur le choix des activités à financer. Ces dernières doivent remplir certaine conditionnalité relevant de la responsabilité, de l'environnement et de la gouvernance. Les objectifs de durabilité résultent de la complémentarité entre les objectifs de viabilité financière et les objectifs de viabilité sociale. Dans ces conditions, la gouvernance, permet l'encadrement des activités durables et le choix des bénéficiaires ainsi que l'orientation des investissements dans les projets porteurs de facteur durable (agriculture, pêche, énergie, etc.). L'investissement socialement responsable se définit comme des fonds destinés à appuyer les activités porteuses de gouvernance durable.

Les partenaires et l'IMF définissent les objectifs à atteindre en termes de missions sociales, de gouvernance et de durabilité. Ces vecteurs déterminent la pérennité des activités de microcrédit selon les courants *welfariste* et *institutionnaliste* (Morduch, 2000 ; Labie et *al.*, 2010). Ce faisant, l'encadrement du taux d'urbanisation qui est indicateur d'amélioration du pouvoir d'achat pourrait résulter des objectifs de rentabilité durable, de même que les taux de ciblage du genre masculin et féminin. Le concept d'ISR est lié fortement au concept de développement durable (DD) dans la mesure où il contribue à la massification de l'offre de microcrédit tout en observant des règles de bonne gouvernance. C'est uniquement dans ce cadre stratégique qu'on

peut être amené à parler de pérennité des activités de microcrédit c'est-à-dire de développement durable ; donc l'*ISR* est un facteur qui contribue au *DD* (Rubinstein, 2006)

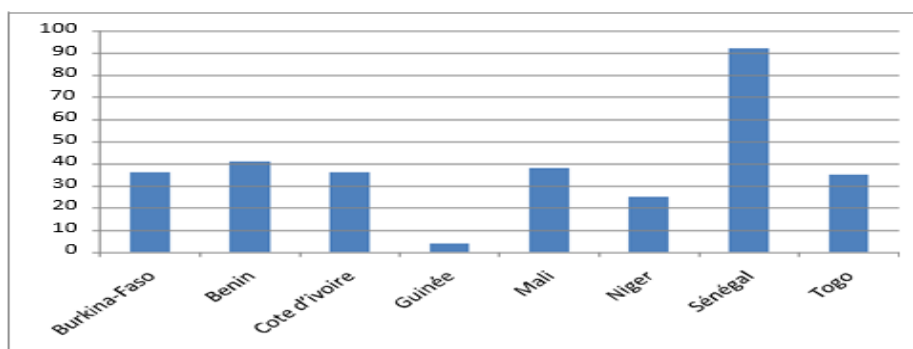
1.3. Présentation des SFD dans l'UEMOA

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est une organisation intergouvernementale qui regroupe huit (8) États d'Afrique Sub-saharienne faisant également partie de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En 1993, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo ont signé le traité de l'UEMOA à Dakar et celui-ci est entré en vigueur au premier janvier 1994. En 1997, la Guinée-Bissau a, elle aussi, signé le traité et a rejoint les premiers États membres. Il s'agit du seul pays non francophone. Le but premier de cette organisation intergouvernementale est de promouvoir l'intégration économique des pays membres par la mise en place des tarifs communs, la suppression de certaines taxes douanières, la mobilité des biens et des personnes et surtout la création d'une monnaie commune. Si les objectifs de la CEDEAO sont par exemple d'atteindre l'autosuffisance collective et le maintien de la paix, l'UEMOA poursuit les objectifs suivants : une meilleure compétitivité économique dans un marché ouvert et concurrentiel avec un environnement légal harmonisé, une convergence des performances et des politiques économiques, la création d'un marché commun, une coordination des politiques sectorielles et un cadre légal harmonisé, particulièrement au niveau fiscal.

Le territoire de l'UEMOA s'étend sur plus de 3,5 millions de km² et compte près de 100 millions d'habitants soit un total qui représente un peu plus de 10 % de la population totale de l'Afrique Sub-saharienne. En 2016 « l'accès des populations aux services financiers offerts s'est élargi. Le nombre de bénéficiaires des prestations de ces institutions est ressorti à près de 15,7 millions à fin mars 2016 contre 13,8 millions à fin mars 2015. Les indicateurs d'intermédiation des SFD laissent apparaître une évolution relativement positive. Fin mars 2016, le montant des dépôts collectés s'est établi à près de 923,1 milliards de FCFA contre 816,0 milliards de FCFA une année auparavant, soit une hausse de 13,1 %. Le nombre d'IMF a évolué de manière différente dans les pays de l'UEMOA entre 1999 et 2014, comme le montre ce graphique ci-dessous.

Graphique 1 : évolution des nombres d'institution entre 1999 et 2014

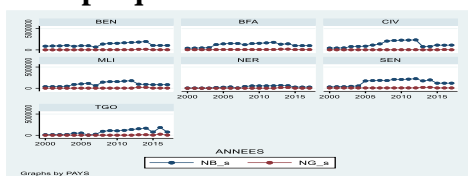


Par pays, les dépôts ont enregistré une hausse en Guinée-Bissau (+ 41,9 %), en Côte d'Ivoire (+ 24,3 %), au Bénin (+ 18,1 %), au Burkina Faso (+ 14,2 %), au Mali (+ 11,5 %), au Sénégal (+ 10,2 %), au Togo (+ 4,4 %) et au Niger (+ 2,8 %) ». Le graphique montre bien que le Sénégal enregistre un nombre d'IMF plus important que les autres pays membre de l'UEMOA. Cela est dû à un environnement financier favorable et une stabilité politique. Les autres pays, à l'exception de la Guinée Bissau, présentent en moyenne le même nombre d'IMF. Le cas de la Guinée Bissau mérite une attention particulière. Le pays a fait face à des crises politiques, à des coups d'Etat entraînant un déplacement de la population, à un trafic de drogue important et donc à une situation économique défavorable qui n'attirait pas les bailleurs de fonds.

1.4. Perspectives des politiques de massifications du microcrédit dans la zone UEMOA

Pour l'ensemble des pays, il est constaté que la courbe du nombre de groupement bénéficiaire est en dessous de celle du nombre de bénéficiaire. Pour le Togo, entre 2000 et 2005, les deux courbes se confondent mais finalement, celle du nombre de personne bénéficiaire a pris le dessus à partir de 2008. Par conséquent, pour l'ensemble des pays de l'UEMOA, on peut dire que les ménages (particuliers) ont une place préférentielle dans le portefeuille d'activité des IMF comparativement aux groupements.

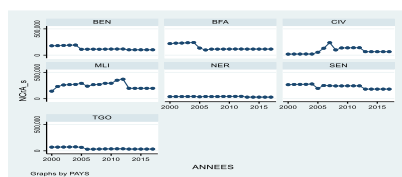
Graphique 2 : Nombre de bénéficiaire et groupement bénéficiaire



Source : Auteur 2025

En moyenne, le nombre de crédit accordé dans l'UEMOA se chiffre à hauteur de 133 036. Le Mali avec 251 503 et le Sénégal avec 231 968 sont les pays qui accordent en moyenne le nombre de crédit les plus élevés dans l'espace UEMOA. La Côte-d'Ivoire, est le pays qui a enregistré le minimum de crédit sur une année. Tandis que le Mali reste le pays qui a enregistré le nombre maximum de crédit accordé à la clientèle. Ces indicateurs agrégés permettent de dire que le Mali est le pays qui affiche la meilleure performance en matière de nombre de crédit accordé à la clientèle. La lecture du graphique ci-dessous, montre que pour tous les pays exceptés le Mali et la Côte-d'Ivoire, le rythme d'évolution du nombre de crédit est presque constant. Il n'y a pas une variation considérable d'une année à l'autre pour ce qui est relatif au nombre de crédit accordé par le secteur de la microfinance. Cependant, pour la Côte-d'Ivoire et le Mali une certaine fluctuation est observée sur certaine période. Pour l'ensemble des pays, il est remarqué qu'il n'y a pas une amélioration soutenue du niveau des crédits accordés à la clientèle. De ce fait, des politiques structurelles doivent être mise en place afin de favoriser le drainage du crédit par le secteur de la microfinance dans les pays de l'UEMOA.

Graphique 3: Evolution du nombre de crédit accordé



Source : Auteur 2025

Les encours de crédit, représentent un important indicateur de mesure de l'activité de la microfinance. Plusieurs chercheurs considèrent les encours de crédit comme un indicateur de portée qui permet d'apprécier l'impact social du secteur de la microfinance. A cet égard, il semble important d'analyser le niveau d'encours de crédit en circulation sur la base de la durée sur laquelle s'étend la présente recherche. En moyenne, l'encours de crédit en circulation dans l'UEMOA se chiffre à 354 357,7 (en millions de francs).

Le montant moyen le plus faible enregistré sur la période est de 61 286 (en millions de francs) tandis que l'encours moyen le plus considérable enregistré est de 1 123 000 (en millions de francs). Ces deux montants sont respectivement affichés par la Côte-d'Ivoire. De même, ce pays est également celui qui affiche l'encours de crédit moyen le plus considérable (743 018,9).

Le Sénégal est le pays qui suit avec un niveau d'encours de crédit qui se chiffre à 413 497,9. Tandis que le Mali est le pays qui affiche le plus faible niveau d'encours moyen (166 697,9). Parmi tous les pays de l'UEMOA, la Côte-d'Ivoire est celui qui affiche une variation en ce qui concerne le niveau des encours de crédit. Pour les autres pays, le niveau d'encours n'a pas varié il a maintenu une tendance constante.

2. Approche méthodologique et analyse

Nous optons pour une approche hypothético-déductive avec une démarche analytique et explicative sur des données de panel. L'échantillon regroupe l'ensemble des structures composant le système financier décentralisé global de l'UEMOA entre 2000 et 2017. On a jugé utile d'étudier le secteur de la microfinance dans sa globalité afin d'apprécier les effets de causalités des politiques de massification sur la performance durable. Les IMF ont l'obligation de communiquer régulièrement leurs informations financières auprès de la BCEAO et au niveau du ministère de l'Économie et des Finances. Ces structures sont spécialisées dans la mobilisation de l'épargne, la distribution du microcrédit et des services d'assurance.

2.1. Choix Hypothèse générale et contexte théorique

Les Nations Unies (ONU) ont défini l'inclusion financière comme l'un des principaux objectifs du Millénaire pour le développement durable. Pour parvenir à un développement durable et améliorer le bien-être dans la zone UEMOA, les responsables ou partisans du microfinancement encouragent l'atteinte des objectifs de performance durable en vue d'encadrer la responsabilité sociale, la gouvernance sociale et le respect de l'environnement. Si dans les politiques de massification du microcrédit, les exigences et conditionnement d'accès sont basés sur le respect des indicateurs ESG (environnement, gouvernance et sociale) il n'en demeure pas moins qu'une amélioration des indicateurs de viabilité financière, social et de gouvernance.

La dimension environnement s'explique par le fait que dans la massification, les crédits accordés soient tarifés en fonction des objectifs environnementaux comme le respect de indicateurs climatiques dans l'activité de production financé, l'efficacité et l'efficience dans l'utilisation des ressources naturelles (eau, Énergie et terre). Ainsi, les bénéficiaires en remplissant les conditions de durabilité dans l'orientation des investissements pourront bénéficier d'un financement de microcrédit encadré et bonifier. La dimension relevant de la gouvernance comprend l'ensemble des règles et normes de gestion destinés à viabiliser les procédures de microfinancement dans la zone UEMOA ; il s'agit : la zone géographique, procédures d'encadrement des crédits, de ciblage des populations, des zones géographiques à couvrir, des taux d'intérêt à servir pour garantir la pérennité des offres de microfinancement. Il

en découle que le concept de gouvernance dans la massification est orienté sur la procédure d'encadrement en vue d'atteindre les objectifs. La dimension sociale, renvoie aux politiques d'inclusion financières et sociales destinées à renforcer le taux de bancarisation et la culture financière au sein des populations homme et femme en Age de bénéficier d'un microcrédit. La réussite des politiques d'inclusion dépend de la massification de l'offre de crédit, à digitalisation des services et à l'amélioration des services des conditions d'accessibilité. Ainsi le principal objectif des programmes d'inclusion financière est d'encourager une croissance inclusive en réduisant la pauvreté en augmentant la culture financière à travers la répartition des revenus et la stabilité du système financier dans un environnement complémentaire et parallèle. C'est ce qui justifie notre choix de l'hypothèse.

Tableau 1 : choix des hypothèses

H : les politiques de massification causent significativement les objectifs de performance durable des IMF	Items	Variables	Dimension
H1: la massification du microcrédit (MM) dépend significativement de l'inclusion démographique urbaine	TU_e	Taux D'urbanisation	Performance durable
H2 : la massification du microcrédit (MM) dépend significativement du pouvoir d'achat des bénéficiaires	SP-s	Seuil de pauvreté	
H3 : la massification du microcrédit (MM) dépend significativement de l'inclusion sociale des IMF	PH_e	Population Cible Homme	
	PF_e	Population Cible Femme	

Il existe plusieurs dimensions de l'analyse de la qualité de la performance durable. La performance durable encadrée par les vecteurs ESG permet de réduire le coût du capital, d'accroître la confiance des investisseurs et de limiter les risques de comportements opportunistes (Denis & McConnell, 2003). Dans le marché des microfinancements de l'UEMOA, les objectifs de performance durable favorisent une allocation optimale des ressources durables, contribue à la lutte contre les changements climatiques, et renforce les capacités de résilience aux changements des IMF dans un contexte de crise économiques financière et sociale. Par ailleurs, l'essor des critères ESG encourage les organisations à adopter des pratiques financières responsables, renforçant ainsi leur légitimité et leur attractivité auprès des parties prenantes (Clark, Feiner & Viehs, 2015).

Tableau 2 : analyse des séries de variables stationnaires

Dimension	Variables d'analyse	code	Variable a niveau	Variable stationnaire
Performance durable	Taux D'urbanisation	TU_e	DAF > CV → Non stationnaire	ADF < CV → Stationnaire et intégré d'ordre 1
	Seuil de pauvreté	SP-s	DAF > CV → Non stationnaire	ADF < CV → Stationnaire et intégré d'ordre 1
	Population Cible Homme	PH_e	DAF > CV → Non stationnaire	ADF < CV → Stationnaire et intégré d'ordre 1
	Population Cible Femme	PF_e	DAF > CV → Non stationnaire	ADF < CV → Stationnaire et intégré d'ordre 1

Granger (1983) a démontré qu'un ensemble de variables cointégrées peut être mis sous la forme d'un modèle à correction d'erreur VECM et d'un Modèle VAR (p) VECM dont toutes les variables sont stationnaires. Donc, l'ensemble des variables sont stationnaires en différences premiers. Il est acceptable dans ce cas de figure de vérifier leur cointégration avant de procéder à la modélisation en séries VAR(p) avec (p*) étant l'ordre d'intégration des séries du modèles.

2.2. Ordre de cointégration des séries de la dimension Performance Durable et modèle VAR

Ces dernières années nous assistons à un renouveau des concepts de production en y incorporant la dimension de la responsabilité et de la durabilité des activités productrices, en vue de prendre en compte des dimensions plus complexe relevant de la gouvernance, de la responsabilité sociale et de la responsabilité environnementale vis-à-vis des acteurs (Etat, client, Producteur, fournisseurs, etc.). Cet état de fait justifie la mesure de la performance durable dans le microcrédit qui incorpore le Taux D'urbanisation (TU_e) ; Seuil de pauvreté (SP-s) ; Population Hommes (PH_e) ; Population Femmes (PF_e). En analysant leur degré de cointégration, nous avons élaboré un modèle VAR(p) pour analyser les relations interdépendantes entre les politiques de massification et la performance durable.

On a : $PD = F(tu_e\ sp_s\ ph_e\ pf_e)$

Tableau 3 : Ordre de cointégration des séries de la performance Durable

Johansen Fisher Panel Cointegration Test				
Series: TU_E SP_S PH_E PF_E				
Sample: 2000 2017				
Included observations: 126				
Trend assumption: No deterministic trend				
Lags interval (in first differences): 1 1				
Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace and Maximum Eigenvalue)				
Hypothesized No. of CE(s)	Fisher Stat.* (from trace test)	Prob.	Fisher Stat.* (from max-eigen test)	Prob.
None	151.6	0.0000	87.53	0.0000
At most 1	88.46	0.0000	47.00	0.0000
At most 2	61.67	0.0000	42.26	0.0001
At most 3	44.99	0.0000	44.99	0.0000

Nous en concluons que les séries sont cointégrés d'ordre 12 donc le modèle VAR (p*) donne que VAR (p*=3).

L'existence de la relation de cointégration des séries justifie l'utilisation d'un modèle VAR.

$$\text{on a : } D(\text{MM}) = c + a_1D(\text{tu}_e) + a_2D(\text{sp}_s) + a_3D(\text{ph}_e) + a_4D(\text{pf}_e) + \varepsilon$$

3. Analyse empirique et Discussion des résultats

3.1. Analyse des effets de causalité de la massification du microcrédit sur les objectifs de la performance Durable

Nous avons analysé les effets de causalité au Sens de Granger des politiques de massification du microcrédit (MM) sur les objectifs de performances Durables (PD). Les modalités matricielles de l'équation se présentent comme suit :

❖ **Modèle Causalité H4 : (cnra_s dp_f ep_f) cause (tu_e sp_s ph_e pf_e)**

❖ **L'écriture matricielle est présentée comme suit :**

$$\begin{pmatrix} \text{ncra}_s \\ \text{dp}_f \\ \text{ep}_f \end{pmatrix} \text{ cause } \begin{pmatrix} \text{tu}_e \\ \text{sp}_s \\ \text{ph}_e \\ \text{pf}_e \end{pmatrix}$$

Ce modèle théorique sert de base d'estimation économétrique pour le modèle à effet fixe, le modèle à effet variable et le modèle de régression selon les MCO (Moindre Carré ordinaire). On juge qu'il existe une causalité directe des politiques de massification sur les variables de performance durable si et seulement si la probabilité le test est acceptable au seuil de 5%.

Tableau 4 : Test de Causalité au sens de Granger des séries MM et PD

Pairwise Granger Causality Tests			
Sample: 2000 2017			
Lags: 2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
D(TU_E) does not Granger Cause D(MM)	105	0.59839	0.5517
D(MM) does not Granger Cause D(TU_E)		5.76541	0.0043
D(SP_S) does not Granger Cause D(MM)	105	0.32443	0.7237
D(MM) does not Granger Cause D(SP_S)		0.16974	0.8441
D(PH_E) does not Granger Cause D(MM)	105	1.07722	0.3445
D(MM) does not Granger Cause D(PH_E)		8.65855	0.0003
D(PF_E) does not Granger Cause D(MM)	105	1.05189	0.3531
D(MM) does not Granger Cause D(PF_E)		8.01179	0.0006

L'ensemble des couples de variable la valeur de la probabilité critique est inférieure à 5%, ce qui indique le rejet de l'hypothèse H_0 (*non-causalité au sens de Granger*) et l'acceptation de l'hypothèse H_1 (*causalité au sens de Granger*). Nous avons les couples :

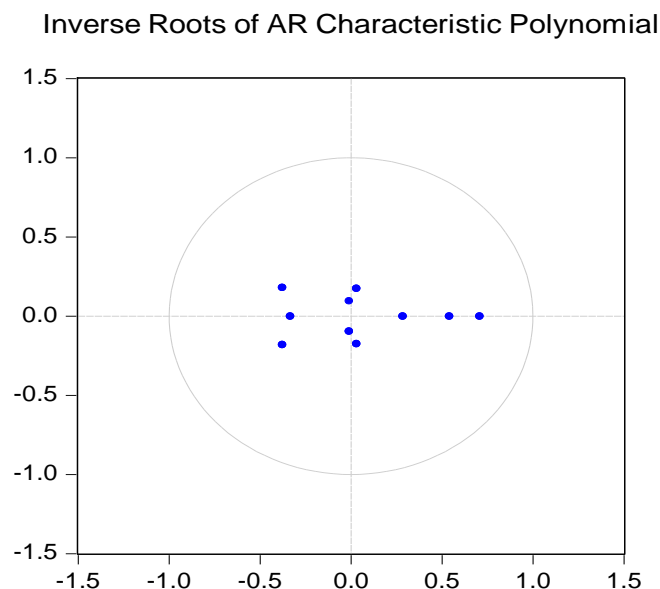
- « Massification du microcrédit et ciblage de la population homme »
- « Massification du microcrédit et ciblage de la population Féminine »
- « Massification du microcrédit et Taux d'urbanisation »

Ces relations de causalité la variables « Massification du microcrédit » et les variables de performances durables, indiquent qu'il est préférable de définir les politiques de massification de l'offre de microcrédit dans la zone UEMOA en ayant une connaissance ou estimation des populations cibles de genre masculin et féminin, mais aussi du taux d'urbanisation dans les pays.

3.2. Test de stationnarité du modèle de causalité en H4

Le test de stationnarité suivant sur le modèle de causalité H4, nous montre s'il existe des relations d'équilibre à long terme sur la base des effets de chocs positifs sur l'indice de massification du microcrédit.

Graphique 4 : Teste de stationnarité du modèle H4, VAR (p=3)

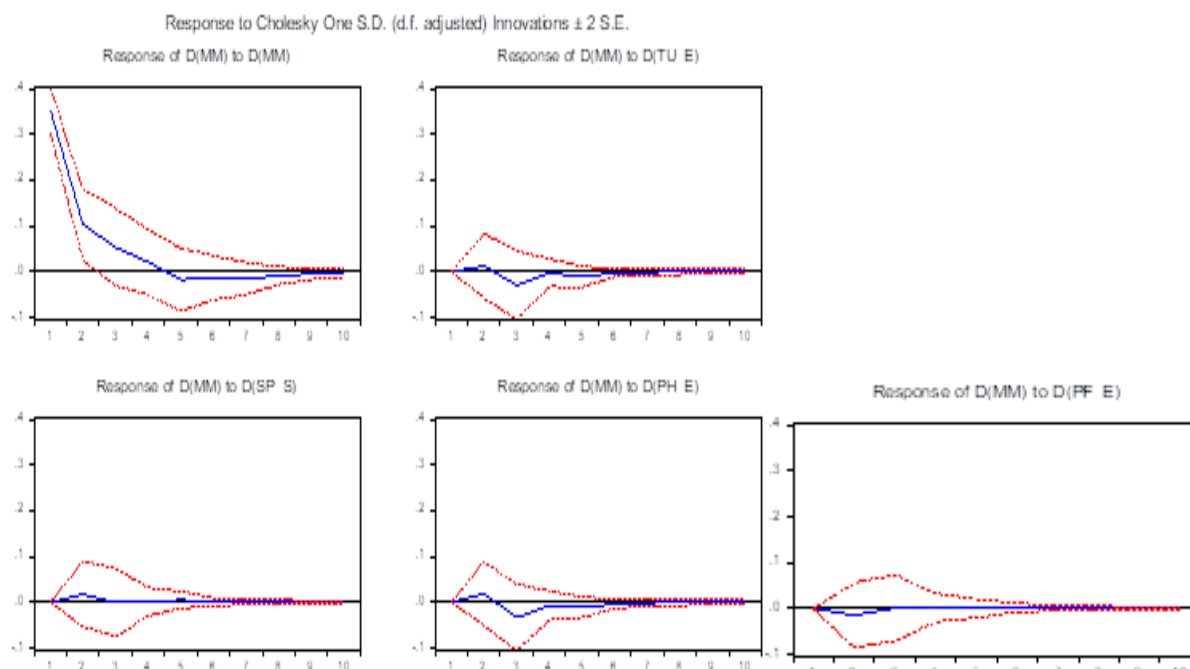


Le graphique montre que le modèle VAR (p=3) de la relation entre la dimension des politiques de massification du microcrédit (MM) par rapport aux objectifs de performance Durable (PD) est stationnaire en différence. , ce qui montre qu'il existe bien une relation de stationnarité dans le long terme qui permet des ajustements et prévisions stables. Toutefois ces prévisions seront basées sur des indicateurs ex-postes d'une durée de trois ans, délai nécessaire pour constater les effets.

3.3. Analyse de la relation d'équilibre à long terme du modèle

Nous présentons ici les effets de chocs positifs de l'indice MM sur une période de 10 années pour déterminer les dates de retours à l'équilibre.

Graphique 5: analyse des relations de long terme entre MM et PD



Au niveau de la variable « seuil de pauvreté », « taux de ciblage homme » et « taux de ciblage femme », les effets de chocs positifs sur la massification du microcrédit sont faibles, toutefois, on constate un retour vers l'équilibre sur le long terme.

Pour la variable « taux d'urbanisation », on constate des effets variantes entre positif et négatifs, toutefois, on remarque un retour à l'équilibre dans le long terme.

Dans la zone UEMOA, on remarque des effets positifs et négatifs de faible entre la dimension des politiques de massifications et les objectifs de performances durables, s'explique par le fait que l'engagement des objectifs de performance durable comme la RSE et la finance responsable ne sont trop encré dans les dispositions de l'encadrement des systèmes financiers décentralisés dans l'UEMOA.

3.4. Discussion sur l'hypothèse de recherche

La validation de l'hypothèse est analysée sous les conditions de validation des effets de causalité au sens de Granger et des relations de significativité entre la variable endogène massification du microcrédit et les variables exogènes relevant des objectifs de performances durable. La performance durable dépend des politiques de gouvernance et des politiques de RSE dans les pays au dépend de la structure des politiques de développement.

Tableau 5 : Résultats modèles Effets variables et Test de Hausman

Dependent Variable: MM				
Method: Panel EGLS (Cross-section random effects)				
Sample: 2000 2017				
Periods included: 18				
Cross-sections included: 7				
Total panel (balanced) observations: 126				
Swamy and Arora estimator of component variances				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.170651	0.732186	4.330388	0.0000
TU_E	-0.075129	0.016331	-4.600470	0.0000
SP_S	0.002618	0.001356	1.930913	0.0558
PH_E	1.88E-06	1.42E-06	1.324923	0.1877
PF_E	-2.26E-06	1.50E-06	-1.501694	0.1358
Effects Specification				
			S.D.	Rho
Cross-section random			0.718918	0.3367
Idiosyncratic random			1.009158	0.6633
Weighted Statistics				
R-squared	0.190663	Mean dependent var	6.52E-17	
Adjusted R-squared	0.163908	S.D. dependent var	1.164187	
S.E. of regression	1.064510	Sum squared resid	137.1150	
F-statistic	7.126254	Durbin-Watson stat	0.161831	
Prob(F-statistic)	0.000035			
Unweighted Statistics				
R-squared	-0.235511	Mean dependent var	2.91E-16	
Sum squared resid	302.3528	Durbin-Watson stat	0.073389	

Le test de spécification de Hausman montre que le meilleur modèle sur les données de panel se trouve être le modèle à effets fixes puisque la probabilité associée à la statistique du *Chi-2* est inférieur à 5%.

Le coefficient de corrélation du modèle à effets fixe est ($R^2 = 0,47$) montre que 47 % des fluctuations de la dynamique des politiques de massification du microcrédit dans les pays de la zone UEMOA sont expliquées par les variables retenues concernant les objectifs de performance Durable. On en déduit que la massification du microcrédit affecte les objectifs de performance durable dans la sous-région.

Tableau 6 : Choix des modèles d'analyse

Conclusion H4 Variable	MCO		Modèle Effets Fixe		Modèle Effets Variables		Choix Modèle	Signe
	Coef	Prob.	Coef	Prob.	Coef	Prob.		
C	0.403563	0.6315	3.697157	0.0000	3.170651	0.0000	effet fixe	positif *
TU_E	0.009875	0.5422	-0.097090	0.0000	-0.075129	0.0000	effet fixe	négatif *
SP_S	-0.000917	0.6019	0.003256	0.0193	0.002618	0.0558	effet fixe	positif *
PH_E	-5.12E-08	0.9715	1.76E-06	0.2518	1.88E-06	0.1877	effet fixe	positif
PF_E	-1.51E-07	0.9230	-2.11E-06	0.1924	-2.26E-06	0.1358	effet fixe	négatif
R-squared	0.019729		0.521426		0.190663			
Adjusted R-squared	-0.012676		0.479811		0.163908			
S.E. of regression	1.408037		1.009158		1.064510			
Sum squared resid	239.8907		117.1161					
Log likelihood	-219.3521		-174.1799					
F-statistic	0.608823		12.52972		7.126254			
Prob(F-statistic)	0.657047		0.000000		0.000035			

La massification du microcrédit affecte significativement les objectifs de performances durables dans la sous-région. Globalement, une hausse taux d'urbanisation entraîne une augmentation de l'offre de microcrédit, ce qui s'explique par les dispositions d'accompagnement des activités génératrices de revenus dans la zone UEMOA. Il noté que ces dernières années, les politiques d'inclusions financières et sociales ont entraîné un renouveau de la pensé classique de l'orientation du microcrédit dans les pays en développement.

Les résultats sur l'analyse de la causalité au Sens de Granger montre une forte relation de causalité entre la dynamique de massification du microcrédit et les objectifs de performance durable destinés aux projets porteurs de facteurs relevant de la finance responsable, de la finance verte et de la finance climatique. Donc l'hypothèse générale selon laquelle : « *les politiques de massification causent significativement les objectif performances durables des IMF* » est confirmée. Ainsi, il existe des relations de causalité entre les couples : « Massification du microcrédit et ciblage de la population homme » ; « Massification du microcrédit et ciblage de la population Féminine » ; « Massification du microcrédit et Taux d'urbanisation ». Cette situation prédit, qu'il est préférable de définir les politiques de massification de l'offre de microcrédit dans la zone UEMOA en ayant une connaissance des caractéristiques des populations cibles, le genre du et le taux d'urbanisation dans les pays de l'UEMOA. Cette disposition permet une ventilation optimale des politiques de développement durable et de gouvernance financière.

L'accompagnement des bailleurs de fonds dans les activités génératrices de revenus orienté dans les politiques de développement durable comme l'entrepreneuriat responsable et la gouvernance financière au sein des micro-entreprises et des micro-producteurs. Ce phénomène s'accroît aussi par une hausse des politiques d'accompagnement dans l'agro-business. Par ailleurs une augmentation du seuil de pauvreté dans la sous-région se manifeste par une baisse de la massification du microcrédit, ce qui s'explique par les risques de remboursement trop fréquent à gérer par les IMF. La hausse du seuil de pauvreté dans la zone UEMOA est prédictive d'une baisse du pouvoir d'achat et par ricochet une baisse de la qualité du portefeuille de crédit. Les études de Servet, 1996 ; Ndour et Paget-Blanc, 2010 et Laitinen, 1999 ont montré l'importance de la qualité du portefeuille dans les politiques de hausse de l'offre de microcrédit.

Conclusion

L'objectif poursuivi par la présente recherche consiste à analyser, l'influence des politiques de massification du crédit sur la performance durable des IMF dans l'espace UEMOA. Pour atteindre cet objectif, nous avons adopté une méthodologie quantitative. A cet effet, un panel a été constitué sur une période allant de 2000 à 2017 pour l'ensemble des pays de l'UEMOA excepté la Guinée. Il a été procédé à l'analyse des effets de causalité au Sens de Granger des politiques de massification du microcrédit (MM) sur les objectifs de performances Durables (PD).

Les résultats issus de nos analyses montrent qu'il y a une forte relation de causalité entre la dynamique de massification du microcrédit et les objectifs de performance durable destinés aux projets porteurs de facteurs relevant de la finance responsable, de la finance verte et de la finance climatique. Ce résultat montre à quel point il est crucial que les pays de l'UEMOA mettent en place des dispositifs pouvant favoriser la massification de l'offre de crédit surtout dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture.

En définitive, la massification du microcrédit dans la zone UEMOA apparaît comme un levier majeur pour l'atteinte des objectifs de performance durable à travers les variables telles que le taux d'urbanisation, le ciblage de la population Homme et Femme, le seuil de pauvreté. Cependant son expansion doit s'accompagner d'une bonne gouvernance responsable. En élargissant l'accès aux services financiers, le microcrédit favorise également l'inclusion financière et sociale, stimule l'entrepreneuriat local et contribue à la réduction de la pauvreté, autant d'éléments au cœur de la viabilité sociale. Sur le plan financier, sa généralisation peut renforcer la résilience des territoires et dynamiser l'activité financière, créant ainsi un cercle vertueux de croissance durable. Toutefois, cette massification n'est pleinement bénéfique que si elle demeure encadrée par des pratiques éthiques, une évaluation rigoureuse des risques et une gestion attentive du taux de remboursement des emprunteurs. Dès lors, le microcrédit ne peut réaliser pleinement son potentiel transformateur que s'il s'intègre dans une vision globale du développement durable, combinant inclusion sociale, viabilité financière et responsabilité environnementale. Par ailleurs, il est possible que la présente recherche ne puisse être en mesure de capter certaines dynamiques du fait de la période sur laquelle se sont étalées les données collectées. En dépit de cette limite majeure qui a émané d'une contrainte liée à la disponibilité des données, cette recherche ne manque pas de pertinence et permet d'alimenter les débats autour de la performance financière et sociale des IMF dans les pays en développement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

- Clark, G. L., Feiner, A., & Viehs, M. (2015). From the stockholder to the stakeholder: How sustainability can drive financial outperformance. *Available at SSRN 2508281*.
- Denis, D. K., McConnell, J. J., Ovtchinnikov, A. V., & Yu, Y. (2003). S&P 500 index additions and earnings expectations. *the Journal of Finance*, 58(5), 1821-1840.
- Labie M. (1996), « Perspective d'autonomie et pérennisation des systèmes financiers », *Revue Tiers-Monde* , t.XXXVII, n°145, janvier - mars, p.85 - 97.
- Laitinen, E. K. (1999). Predicting a corporate credit analyst's risk estimate by logistic and linear models. *International review of financial analysis*, 8(2), 97-121.
- Morduch Jonathan Et Barbara Haley. (2001), « Analysis Of The Effects Of Microfinance On Poverty Reduction », Working Papers Series, School of Public Service New York University
- Morduch Jonathan. (1999), «The Microfinance Promise», *Journal Of Economic Literature*, Vol. 37, pp. 1569–1614.
- Ndour N. (2010), « Déterminants de la performance de remboursement de long terme dans la massification de l'offre de microcrédit : le cas du Sénégal », *Revue des Sciences de Gestion*, 249-250, p.133-138.
- Rubinstein, M. (2006). Le développement de la responsabilité sociale de l'entreprise. Une analyse en termes d'isomorphisme institutionnel. *Revue d'économie industrielle*, (113), 83-105.
- Servet, J. M. (2015). La finance et la monnaie comme un «commun». *Institut Veblen pour les réformes économiques*.
- Wampfler B. (2003), «Microfinance et agricultures familiales : quelles alliances face à la libéralisation ? » in *Techniques Financières et Développement*, n° 72.